

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 17 OCTOBRE 2022**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	4
OBJET DE LA DECISION		
N° 22/599 PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT-MANDRIER-SUR- MER - APPROBATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DELIVREE PAR LE MINARM PORTANT SUR LA VOIRIE IRRIGUANT LE PAM		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

PRESENTS :

M. Jean-Louis MASSON, M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Hervé STASSINOS, M. Francis ROUX, M. Arnaud LATIL, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY.

ABSENTS :

M. Ange MUSSO, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Jean-Pierre COLIN, M. Christian SIMON.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 22/599

BUREAU DU 17 OCTOBRE 2022

O B J E T : PARC D'ACTIVITES MARINES DE SAINT-MANDRIER-SUR-MER - APPROBATION DE L'AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS DELIVREE PAR LE MINARM PORTANT SUR LA VOIRIE IRRIGUANT LE PAM

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.21.25-5,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°21/12/406 du 16 décembre 2021 portant délégations au Président et au Bureau,

VU les statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la Convention d'Occupation Temporaire (COT) du domaine public militaire « Ex Base d'Aéronautique Navale de Saint-Mandrier-sur-Mer – Création d'un pôle technologique par Toulon Provence Méditerranée » non constitutive de droits réels signée le 15 septembre 2006 entre l'Etat (Ministère de la Défense), la Préfecture du Var et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée, modifiée par avenant 1 le 25 janvier 2007 et avenant 2 le 9 mai 2017,

VU les Autorisations d'Occupation Temporaire (AOT) du domaine public militaire constitutives de droits réels « Ex Base d'aéronautique Navale de Saint-Mandrier-sur-Mer – Création d'un technopôle par Toulon Provence Méditerranée – Lot 1, 2 et 3 », signées le 25 janvier 2007 entre l'Etat (Ministère de la Défense) et la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée,

VU l'Autorisation d'Occupation Temporaire non constitutive de droits réels portant sur la voirie irriguant le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier-sur-Mer, ci-annexée,

CONSIDERANT que le Parc d'Activités Marines est desservi par une voie d'accès militaire (prolongement de la route départementale RD18), dont une partie a été réalisée par la Métropole dans le cadre des travaux d'aménagement de la zone,

CONSIDERANT que le terrain d'assiette de cet ouvrage, placé sous le statut de la domanialité publique défense, devait faire l'objet en 2016 d'un transfert de gestion au profit de la Métropole sans pour autant avoir le statut de voie ouverte à la circulation publique,

CONSIDERANT compte-tenu du contexte sécuritaire et de l'actualisation du schéma directeur défense-sécurité du Pôle des Ecoles de la Méditerranée, que le MINARM souhaite désormais être en mesure de faire évoluer le statut juridique de la voirie, rapidement et unilatéralement, en fonction des circonstances,

CONSIDERANT à ce titre, que le MINARM propose de délivrer à la Métropole TPM une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT), non constitutive de droits réels portant sur la fraction de la voirie irriguant le Parc d'Activités Marines de Saint-Mandrier-Sur- Mer pour une durée de 10 ans, renouvelable,

CONSIDERANT enfin que cette AOT permettra à la Métropole d'assurer la gestion et l'entretien de l'ouvrage tout en assurant au MINARM la possibilité de faire évoluer rapidement cet acte,

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'APPROUVER la délivrance, par l'Etat, Ministère des Armées, au profit de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, de l'Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) non constitutive de droits réels portant sur une fraction de terrain de 8324 m² du composant G2D n°0066 « routes parking », CHORUS n°158418/266287, parcelle cadastrée n°B 2554, sur la commune de Saint-Mandrier-sur-Mer, ci-annexée, constituant la voie de circulation principale du Parc d'Activités Marines.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette autorisation, accordée pour une durée de 10 ans à compter du 1^{er} juillet 2022, renouvelable sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, est consentie sans redevance, en application de l'article L.2125-1 du CG3P.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 17 octobre 2022

Hubert FALCO

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée
Ancien Ministre



POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**

**CENTRE INTERARMÉES DE
COORDINATION DU SOUTIEN**

BASE DE DÉFENSE DE TOULON

*Etablissement du service d'infrastructure
de la défense de Toulon*

Direction des opérations

Division gestion et maintenance du patrimoine

Bureau administration du domaine

Section domanialité

AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE NON CONSTITUTIVE DE DROITS REELS

Immeuble : PARC D'ACTIVITE MARINE DE L'EX BAN SAINT MANDRIER

Site : G2D : 830 153 555 X

CHORUS : 158418

Le contre-amiral Marcellin CHARPY, commandant la base de défense de Toulon,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2122-5 et L.2125-1 à L.2125-6, R.2122-4, R.2122-7, R.2125-1 à R.2125-3 et R.2125-5 ;

Vu le code de la défense ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2012 modifié portant délégation des pouvoirs du ministre de la défense en matière domaniale ;

Vu l'attestation n° 505278 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 16 mai 2022 prise en application des dispositions des articles R733-3 et suivants du code de la sécurité intérieure ;

Vu l'avis du commandant la base de défense de Toulon n° 500117 CICOS/BdD_Toulon/INFRA/DOM1/NP du 25 mars 2022 ;

Vu l'avis du directeur départemental des finances publiques du 30 mai 2022,

DECIDE

ARTICLE 1 – OBJET

L'État, Ministère des Armées autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée, SIRET n° 24830054300217, représentée par son président, Monsieur Hubert FALCO, dont les bureaux sont situés 107 BD Henri Fabre, CS 30536 83041 Toulon Cedex, à occuper la voirie interne du Parc d'Activités Marines de l'ex BAN Saint Mandrier.

ARTICLE 2- DESIGNATION

L'État, Ministère des Armées autorise la Métropole Toulon Provence Méditerranée à occuper une fraction de terrain de 8324 m² du composant G2D n° 0066 « routes-parking », CHORUS n° 158418/266287, parcelle cadastrée section n° B 2554 sur la commune de Saint Mandrier-sur-Mer.

ARTICLE 3 – DUREE

L'autorisation qui fait l'objet de la demande susvisée est accordée pour une durée maximale de 10 ans à compter du 1^{er} août 2022.

L'occupation cessera de plein droit à l'expiration de cette période, c'est-à-dire le 30 juin 2032.

Elle sera périmée au bout d'un an s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

La demande de renouvellement de l'autorisation devra être présentée par le permissionnaire trois mois avant l'expiration de la période d'autorisation en cours.

ARTICLE 4 – CARACTERISTIQUES DE L'OCCUPATION

La présente autorisation ne peut en aucun cas être considérée comme convention ouvrant droit, suivant le cas, soit à la propriété commerciale, soit aux avantages conférés par les baux ruraux, soit aux avantages conférés par les locations de locaux d'habitation.

Le présent titre d'occupation ne confère pas à son titulaire de droits réels prévus par le code général de la propriété des personnes publiques et par la jurisprudence.

La présente autorisation est rigoureusement personnelle. Le permissionnaire ne pourra donc, de quelque manière que ce soit, en transférer le bénéfice à quiconque.

En outre, il sera résilié de plein droit en cas de décès du permissionnaire, ou pour les personnes morales en cas de changement d'objet, de forme juridique, cessation d'activité ou dissolution.

Le permissionnaire est tenu d'occuper lui-même et d'utiliser directement et en son nom et sans discontinuité les biens mis à sa disposition.

Toute sous-location de ces biens et toute cession de la présente autorisation sont interdites.

En cas de cession irrégulière de la part du permissionnaire, celui-ci continuera à être responsable vis-à-vis du Ministère des Armées de toutes ses obligations, notamment du paiement de la redevance.

Le permissionnaire est informé que le terrain qu'il occupe n'a pas fait l'objet d'opérations de déminage. En conséquence, lors des travaux d'excavations pouvant mettre à jour des engins non neutralisés, il signalera à l'autorité militaire toute découverte d'objets suspects.

Les agents de l'État (Armées, service local du domaine) auront la faculté de pénétrer dans l'immeuble concédé.

ARTICLE 5 – CONDITIONS PARTICULIERES DE L'OCCUPATION

Le permissionnaire devra respecter les consignes de sécurité-sureté-SST-HSCT édictées par le responsable d'emprise sur les aires relevant de la responsabilité de ce dernier.

Les agents de l'Etat et les entreprises mandatées par le ministère des Armées auront la faculté de circuler sur la voirie concédée notamment pour intervenir sur les installations militaires situés en bordure et en tréfonds de la voirie.

La voirie n'aura pas le statut de voirie ouverte à la circulation publique.

ARTICLE 6 – ETAT DES LIEUX

Un état des lieux sera dressé contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des biens précités (état des lieux d'entrée) et lors de leur restitution (état des lieux de sortie).

ARTICLE 7 - REDEVANCE

En application de l'article L2125-1 du CG3P, l'occupation est consentie sans redevance.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire fera son affaire personnelle de tous risques et litiges de quelque nature qu'ils soient, provenant de l'utilisation qu'il fait du domaine mis à sa disposition. Il sera seul responsable aussi bien envers le ministère des armées qu'à l'égard des tiers, de tous accidents, incidents, dégâts ou dommages.

Le permissionnaire s'engage à entretenir et conserver de manière raisonnable l'immeuble mis à disposition, à en assurer le gardiennage et maintenir les lieux en constant état de propreté.

Le permissionnaire ne pourra modifier l'état des lieux de l'ouvrage concédé, y réaliser des terrassements ou y entreprendre de construction nouvelle de quelque nature qu'elle soit (légère, demi dure, dure) avant d'en avoir soumis le projet détaillé à l'approbation écrite du directeur de l'Etablissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon.

ARTICLE 9 – OBLIGATIONS D'ASSURANCES

Le permissionnaire est responsable de tout dommage matériel et/ou corporel causé dans le cadre de la présente mise à disposition.

A ce titre, il devra contracter toutes les polices d'assurances correspondant aux obligations et responsabilités qui lui incombent.

Ces contrats devront notamment garantir sa responsabilité civile, les risques d'incendie, de voisinage, les dégâts des eaux, d'explosion, la foudre, le vandalisme et autres dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Le permissionnaire communiquera à l'Etat la copie des attestations d'assurance et de leurs avenants dans le mois de leur signature et à chaque date anniversaire de la signature de la mise à disposition.

Le permissionnaire garantit le ministère des armées contre toute action de quelque nature que ce soit qui serait engagée contre ce dernier, pour les dits dommages et accidents.

Le défaut d'assurance entraîne la caducité de la mise à disposition.

ARTICLE 10 – RETRAIT-REVOCATION-RENONCIATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable et pourra, de ce fait, être retirée à toute époque, en cas d'inexécution des conditions imposées ou bien si les besoins des armées ou un intérêt public justifient cette mesure ce dont l'administration restera seul juge, et ce, sans que le permissionnaire ou ses ayants droit puissent prétendre à une indemnité ou à un dédommagement quelconque.

1/ Retrait à l'initiative du ministère des armées

Le Ministère des Armées se réserve le droit de retirer pour un motif d'intérêt général (notamment en cas de vente de l'immeuble) l'autorisation du présent acte sans que le permissionnaire puisse prétendre à indemnisation.

Le retrait sera prononcé par décision du Ministère des Armées. La notification au permissionnaire en sera faite par lettre recommandée avec accusé réception. Celui-ci prendra ses dispositions pour libérer les lieux dans le délai imparti par le ministère des armées, en cas d'aliénation de l'immeuble, ce délai ne pourra être inférieur à six mois.

2/ Révocation à l'initiative du ministère des armées

Le Ministère des Armées pourra révoquer l'autorisation du présent acte, en cas de non-respect par le permissionnaire de ses obligations, quinze jours après mise en demeure restée infructueuse.

Dans cette situation, le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité, quelle qu'elle soit, notamment pour investissement ou frais engagés par lui dans l'intérêt du domaine mis à sa disposition.

3/ Renonciation à l'initiative du permissionnaire

Le permissionnaire peut renoncer au bénéfice de l'autorisation, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Suite à une renonciation de sa propre initiative, le permissionnaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

ARTICLE 11 – SORT DES BIENS A LA CESSATION DE L'AUTORISATION

A l'expiration de la durée de la présente autorisation pour quelque cause que ce soit, le permissionnaire devra remettre les lieux en leur état primitif, faute de quoi les mesures nécessaires pour y parvenir seront prises d'office aux frais du permissionnaire par l'autorité militaire, à moins que cette dernière n'accepte formellement le maintien partiel ou total des installations dont le permissionnaire devra, dans ce cas, faire abandon gratuit au Ministère des Armées.

ARTICLE 12 – NULLITE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente autorisation sont tenues pour non valides ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE 13 – ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la présente autorisation est l'objet, la cause, ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'immeuble précité.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente autorisation, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

ARTICLE 15 – IMPOTS TAXES, DECLARATIONS

Le permissionnaire devra supporter seul la charge de tous les impôts, et notamment les taxes foncières auxquelles sont actuellement ou pourraient éventuellement être assujettis les terrains, aménagements et installations, quelles qu'en soient l'importance et la nature, qui seraient exploités en vertu de la présente autorisation.

Le permissionnaire ne pourra se prévaloir de la présente autorisation pour échapper à la réglementation générale ou particulière en matière d'urbanisme ou de respect de l'environnement.

ARTICLE 16 – INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE) ET INSTALLATIONS OUVRAGES TRAVAUX ET ACTIVITES LIES A LA LOI SUR L'EAU (IOTA)

Sans objet

ARTICLE 17 – POLLUTION PYROTECHNIQUE

L'attestation concernant le risque pyrotechnique n° 505278 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 16 mai 2022 prise en application des dispositions des articles R. 733-1 et suivants du code de la sécurité intérieure, indique que l'immeuble a fait l'objet d'un examen de sa situation au regard des opérations mentionnées aux articles R733-1 et 733-2 dans le cadre d'une recherche historique et technique telle que définie au second alinéa de l'article 733-3 et n'a pas mis en évidence des activités ou événements susceptibles d'avoir occasionné une pollution pyrotechnique.


ARTICLE 18 – ANNEXES

- Plan cadastral ;
- Plans des réseaux sous la voirie (10) ;
- Attestation pyrotechnique n° 505278 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 16 mai 2022.

ARTICLE 19 - AMPLIATIONS

Quatre ampliations de la présente autorisation seront adressées, par l'établissement du service d'infrastructure de la défense de Toulon, à monsieur le directeur départemental des finances publiques du Var pour notification au permissionnaire de celle qui lui est destinée.

Fait à Toulon, le

12/5/2022


RECONVERSION DE LA
BASE AERONAVALE DE
SAINT MANDRIER

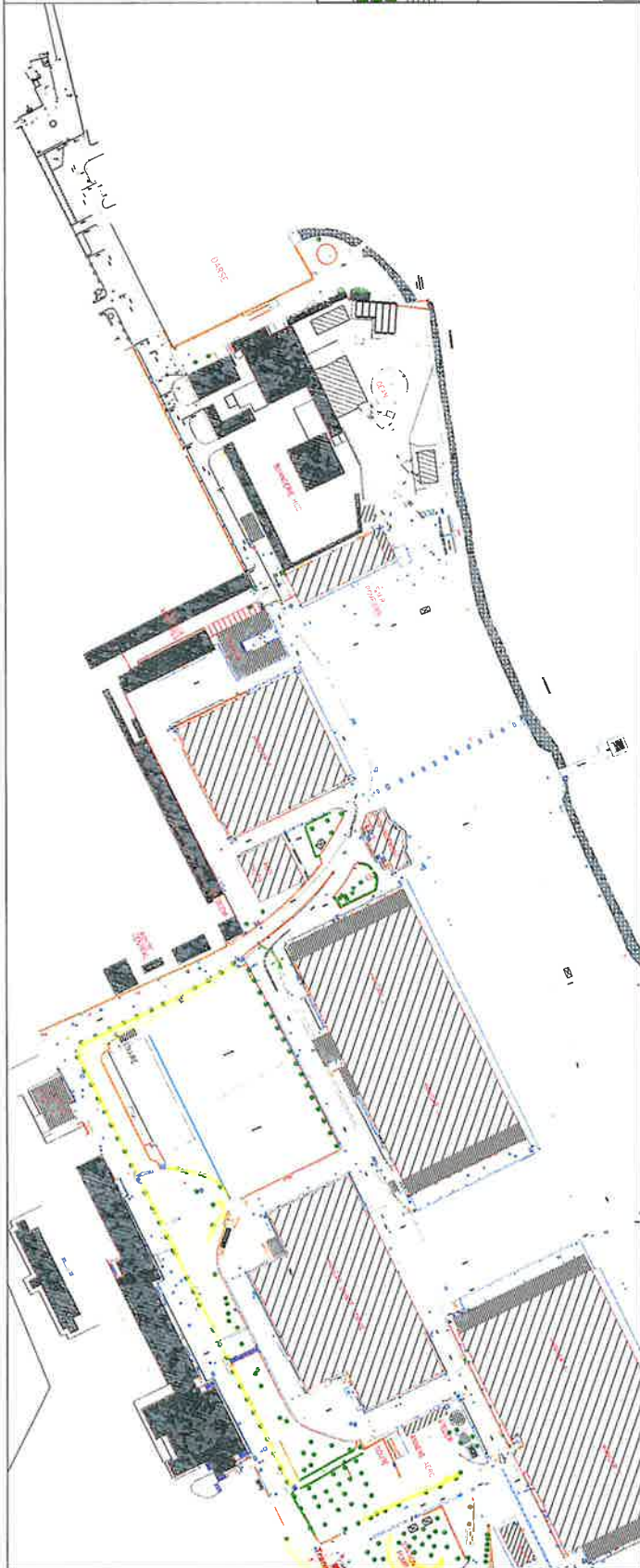
PLAN DE RECOULEMENT RESEAU PD

ANTHONY DUBOIS
OCCUPATION DU SOL
LES NOUVEAUX
RUE COMPTON

SAINT MANDRIER
VILLE DE SAINT MANDRIER

EGE N°1 BERANGER
S
R

LEGENDE	
	Existant
	Nouveau
	Parking
	Rue





MINISTÈRE DES ARMÉES

Liberté
Egalité
Fraternité

Secrétariat général
pour l'administration

Etablissement du service d'infrastructure
de la Défense de Toulon

Toulon, le 16/05/2022

N° 502189 ARM/SGA/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX

Réf. : 1- Code de la sécurité intérieure articles R.733-1 à R.733-13
2- Etude historique et technique de pollution pyrotechnique (EHPPP)
n° 502189 ARM/SGA/SID/ESID-TLN/D/DO/PLN/BEX du 24 février 2021

ATTESTATION

Conformément aux dispositions des articles R 733-1 à R 733-13 du code la sécurité intérieure fixant les compétences respectives des services placés sous l'autorité du ministre chargé de la sécurité civile et du ministre de la défense en matière de recherche, de neutralisation, d'enlèvement et de destruction des munitions et des explosifs,

le directeur de l'établissement du Service d'infrastructure de la défense de Toulon,

certifie que l'immeuble ci-après désigné « Parc d'activités marines de l'ex BAN » situé à Saint Mandrier-sur-Mer (selon le plan joint) , immatriculé sous le n°158418 dans CHORUS, sous le n° G2D 830153555X dans le fichier des armées (G2D),

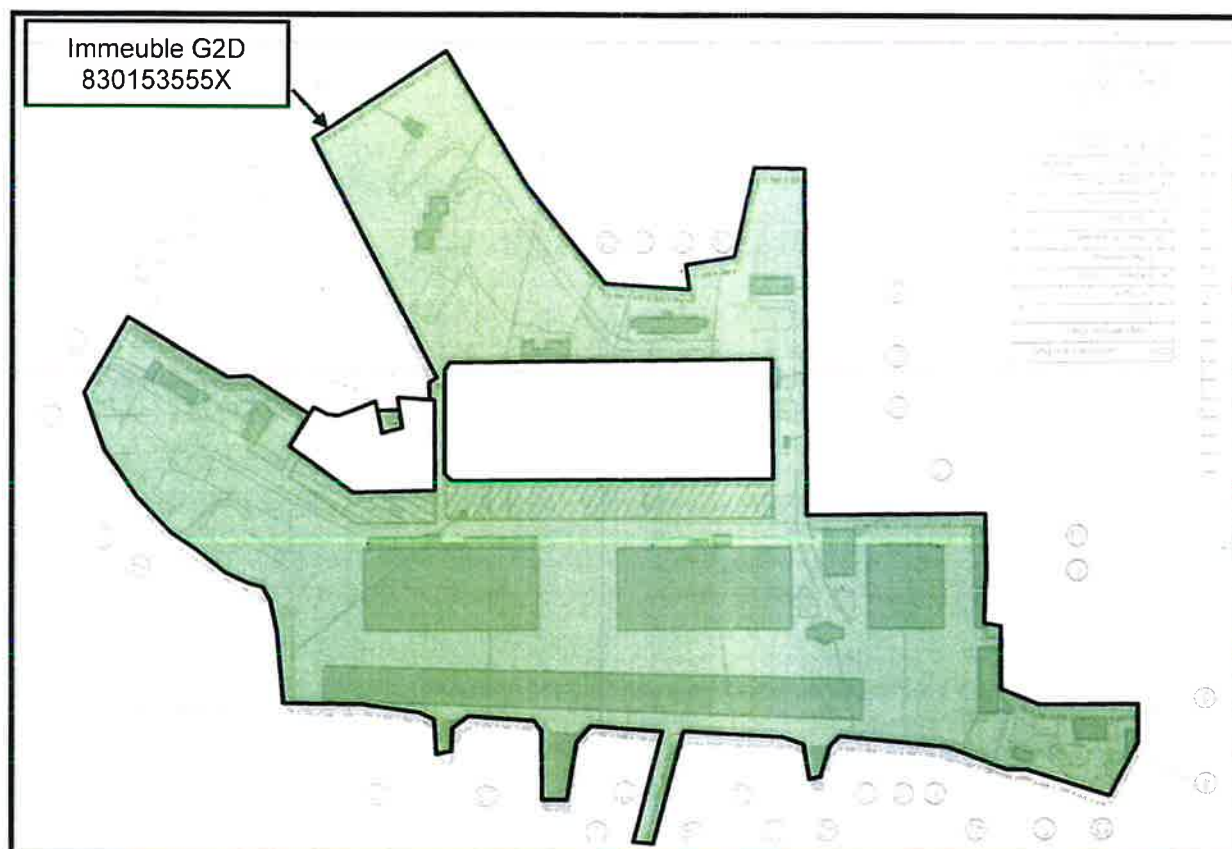
a fait l'objet d'un examen de sa situation au regard des opérations mentionnées aux articles R 733-1 et 733-2 (recherche, neutralisation, enlèvement et destruction des munitions, mines, pièges, engins et explosifs) dans le cadre d'une recherche historique et technique telle que définie au second alinéa de l'article 733-3 ; celle-ci (cf document cité en 2^{ème} référence) n'a pas mis en évidence des activités ou événements susceptibles d'avoir occasionné une pollution pyrotechnique.

Toute découverte fortuite de munition rendra caduque la conclusion de l'étude historique.

L'ingénieur général de 2^{ème} classe Antoine MANICACCI
Directeur

Le Conseiller Technique de la Défense Patrick BERNARD
Pour le Directeur, par suppléance

**Plan de principe reprenant la conclusion de l'Etude historique et technique de
pollution pyrotechnique (EHTPP) n° 502189 ARM/SGA/SID/ESID-
TLN/D/DO/PLN/BEX du 24 février 2021**



Légende :



Absence de présomption de pollution